

Rappel chronologique des principaux événements et décisions juridiques et politiques

(Réalisé avec l'aide de Nathalie Hervé-Fournereau,
directrice de recherche en droit de l'environnement,
CNRS.)

1960-1962

Lois d'orientation agricole : débuts de la mécanisation, des traitements chimiques et des élevages hors-sols.

1969

Naissance de l'association Eau et rivières de Bretagne qui alerte les autorités sur l'augmentation des nitrates dans l'eau et soutient qu'ils proviennent de l'agriculture intensive.

1971

Une marée verte est mentionnée pour la première fois officiellement, lors d'une délibération du conseil municipal de Saint-Michel-en-Grève en baie de Lannion.

"J'ai mesuré le grand besoin d'enquête en milieu rural."



1980 La DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) répond à un médecin des Côtes-d'Armor. « La plupart des puits et fontaines du département sont contaminés (...). Les impératifs agricoles du moment prévalant, hélas, sur la santé publique, il n'est guère possible de s'y opposer... »

1977 Joël Kopp de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes, qui deviendra en 1984 l'IFREMER, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) conclut que la pollution du littoral est causée par l'agriculture intensive.

1975 Directive européenne décrétant que les eaux de captage ne doivent pas contenir plus de 50 mg/litre de nitrates, que les Etats membres doivent tendre vers la valeur guide de 25 mg/l.

« Quand j'étais adolescente, ma mère a développé des symptômes étranges : une grande fatigue, des problèmes d'élocution et de mémoire. On a découvert des années plus tard que ses soucis de santé provenaient du mercure présent dans ses plombages dentaires. Cette découverte m'a amenée à devenir journaliste et à enquêter sur les maladies environnementales. En 2008, à une époque où ces sujets étaient peu étudiés, j'ai commencé à faire des reportages pour Radio France. De fil en aiguille, j'en suis arrivée aux agriculteurs exposés aux pesticides. Là, je me suis heurtée au silence d'une profession. J'avais envie de comprendre, ça m'a ouvert un autre champ d'enquête. Un jour, alors que j'étais en Bretagne pour une conférence, un homme en manteau gris m'a attendue à la sortie et m'a tendu un dossier avec des coupures de presse et d'autres documents sur les morts des algues vertes. C'était très bien ficelé, il y avait matière à enquête. Ça a achevé de me convaincre de m'installer en centre-Bretagne. Je pensais rester quelques mois dans le hameau de Coat-Mael, j'y ai passé trois ans. Ça a complètement transformé ma méthode de travail et mon rapport aux témoins. J'ai découvert le café breton, lieu idéal pour trouver des personnes qui n'ont jamais frappé à la porte d'un syndicat ou d'une association. Dans les cafés, tu écoutes, tu glanes des phrases, des noms, tu remontes le fil pour retrouver des paroles qui ne s'étaient jamais livrées, des archives qui n'avaient jamais été explorées. Grâce aux émissions de radio que je diffusais régulièrement dans *Les Pieds sur terre* sur France Culture (une série de 22 épisodes intitulée « Journal breton »), les habitants connaissaient mon travail et ma démarche. Le fait de vivre sur place dissipait la méfiance, j'atteignais ainsi des témoins que je n'aurais jamais pu connaître en vivant à Paris. De plus en plus de personnes ont eu envie de participer, j'étais un peu comme un médecin de campagne dont le cabinet débordait. J'ai mesuré le grand besoin d'enquête en milieu rural. Petit à petit des dizaines, peut-être des centaines de personnes se sont mises à parler. Un réseau s'est constitué, une machine super efficace pour faire remonter l'information. L'histoire des algues vertes repose beaucoup sur ces citoyens qui, à un moment donné, ont décidé de demander des comptes, mais aussi sur ma rencontre avec Pierre Philippe. Il avait commencé à tirer le fil, j'ai continué. En creusant les cas de morts suspectes, je me suis laissée happer par ce sujet, et j'ai compris que documenter l'histoire des algues vertes, c'était raconter celle de l'agriculture en Bretagne. »

Inès Léraud.

